

HEBDO

BOLIVIE | ENVIRONNEMENT | PÉTROLE

Pétrole en Bolivie: la tranquillité perdue des Indiens guaranis

Par Reza Nourmamode (/auteur/reza-nourmamode/)

Publié le 04-09-2015 • Modifié le 04-09-2015 à 15:00



Un paysan guarani du village d'Aguayrenda, dans son champ de manioc.

RFI/Reza Nourmamode

Entre le pétrole et les territoires indiens protégés, le gouvernement bolivien a tranché. La priorité est donnée à l'exploration de nouvelles réserves d'hydrocarbures. Dans les régions indigènes menacées, la résistance s'organise.

« *Le masque indigène du gouvernement est définitivement tombé* », explique Leandro Candepay. Avec sa casquette rouge ornée de l'image de Che Guevara, le représentant de la jeunesse de la Confédération des peuples indigènes de l'est de la Bolivie est amer : les récents décrets qui facilitent l'exploitation des hydrocarbures dans les territoires indiens protégés font apparaître le vrai visage du gouvernement.

« *On le voit bien. Ils font quotidiennement des pactes avec les multinationales, avec les compagnies pétrolières*, précise-t-il. *Nous ne sommes pas contre le développement de la Bolivie, mais il ne nous paraît pas pertinent de mercantiliser les ressources naturelles. Au moins faudrait-il en débattre. Chaque jour, des sources d'eau potable sont altérées, et on perd de l'eau pour la consommation humaine et animale* ».

« Nous n'avons jamais été consultés »

L'eau potable, c'est justement la préoccupation majeure de la centaine de familles d'Indiens guaranis du village d'Aguayrenda, situé dans le parc national Aguara Güe, en pleine région du Gran Chaco, principale zone gazière de Bolivie. Ici, on vit essentiellement de la culture du manioc, du maïs, du raisin ou encore des avocats. Et on cuisine encore au feu de bois.

Ce territoire protégé va bientôt perdre de sa tranquillité puisqu'il est inclus dans les nouveaux projets gouvernementaux d'exploration d'hydrocarbures. « *C'est l'agriculture qui nous donne du travail, qui nous fait vivre économiquement* », s'inquiète Feliciano Colodro, le chef du village qui ajoute : « *Nous voulons préserver notre environnement... Nous ne voulons pas qu'il nous arrive la même chose qu'à d'autres villages où ils sont même obligés d'acheter de l'eau pour boire. Nous allons exiger qu'ils viennent d'abord au moins parler avec nous. Nous n'avons jamais été consultés alors que nous sommes une partie vivante de cette région* ».

Première source de revenus

A la mi-août, l'organisation des Indiens guaranis de la zone de Takovo Mora a bloqué une route importante au sud de Santa Cruz, la capitale économique bolivienne, pour protester contre un projet d'exploration sur son territoire et réclamer que le gouvernement organise une consultation auprès des Guaranis de la région. Après deux jours de blocage, la police est intervenue avec force et des affrontements ont éclaté : coup de pierres et bâtons contre gaz lacrymogènes. Bilan : une dizaine de blessés, 26 arrestations, et des images symbolisant la rupture entre le gouvernement et la base indigène.

Ce dossier est sensible car l'exportation d'hydrocarbures est la première source de revenus de ce pays, l'un des plus pauvres d'Amérique du Sud. Le gouvernement a annoncé des projets d'exploration dans 7 des 22 réserves naturelles du pays pour un investissement total de près de 5 milliards d'euros sur les six prochaines années.

« Nous n'allons pas nous taire »

Fin juin, le président Evo Morales, pourtant reconnu comme un défenseur de l'environnement, avait prévenu qu'il ne tolérerait aucune résistance à ce programme : « *Nous, les pays du Sud, nous avons l'obligation d'explorer, de savoir ce que nous avons, combien nous avons sur notre territoire*, déclarait-il. *Nous ne pouvons pas être les garde-forestiers des pays industrialisés. Et je tiens à dire aux ONG qui portent préjudice à l'exploration des richesses naturelles qu'elles s'en iront de Bolivie.* »

Parmi ces ONG accusées de conspiration politique en faveur d'intérêts étrangers, il y a la Fondation Terre. Cette organisation bolivienne défend depuis vingt-quatre ans un modèle de développement alternatif qui ne serait pas basé uniquement sur l'extraction des matières premières. Son directeur, Gonzalo Colque, balaie les menaces du président : « *Ils peuvent bien fermer les ONG s'ils le veulent, mais nous, en tant que Boliviens, nous allons rester dans notre pays. Nous n'allons pas nous taire et nous n'allons pas arrêter de nous inquiéter quant à ces sujets-là* ».



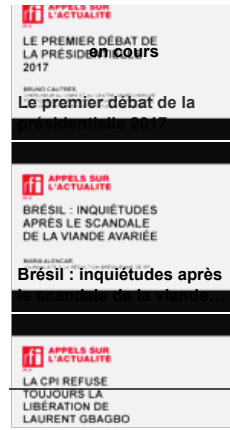
Le village guarani de Yerobiarenda, avec vue sur une usine de traitement du gaz naturel.

RFI/Reza Nourmamode

CHRONOLOGIE ET CHIFFRES CLÉS

 (/pays/bolivie-chronologie-dates-geographie-demographie-economie-chiffres)

Nos dernières vidéos : Le premier débat de la présidentielle 2017



Video Smart Player (<http://www.digiteka.com>) invented by Digiteka (<http://www.digiteka.com>)